

la Dette

du Tiers Monde



France france@cadtm.org – www.cadtm.org

Bulletin n°43 – Mars - Avril 2010

Edito

"Il n'y a plus de pré carré et il ne doit plus y en avoir"

Nicolas Sarkozy au journal gabonais *l'Union*, à Franceville (sic !!) le 24 février.

Alors que de nombreux pays africains célèbrent le cinquantième anniversaire de leur indépendance formelle, se multiplient les déclarations d'intention sur la fin de la Françafrique. Nous serions ravis d'y croire si ces déclarations n'étaient pas faites en soutien à Ali Bongo et en annonçant le maintien des troupes françaises déployées au Gabon.

Si, le lendemain, à Kigali, le même Sarkozy, reprenant langue avec le régime de Kigali, ne parlait pas de 'partage des richesses' entre le Rwanda et la RDC !! Si au Togo, au Niger, les diplomates français, représentant surtout les intérêts de Total, Areva, Bolloré, Veolia..., n'intervenaient pas directement (et financièrement) dans la vie publique locale.

Alors cet anniversaire pourrait être le début d'accession à la souveraineté pleine et entière de ce continent, à commencer par la libération du fardeau de la dette qui interdit toute utilisation des richesses locales pour le bénéfice réel des populations. Ces mêmes populations, qui, à peine Sarkozy parti, réclament le départ de Veolia de l'exploitation de l'eau à Libreville.

Pour notre part, ces exigences populaires nous semblent plus salutaires que les déclarations d'intention de l'ami du CAC 40.



L'équipe du CADTM France

Agenda

20-03 | Bruxelles, Belgique

3ème séance du cycle de formation sur le livre (...)

24-03 | Nîmes (30), France

Ciné-débat "La fin de la pauvreté ?"

27-03 | Liège, Belgique

4ème séance du cycle de formation sur le livre (...)

31-03 | Frontignan (34), France

Film/débat : "La stratégie du choc"

1er-04 | Tours (37), France

Abolir la dette des pays du Sud pour libérer (...)

3-04 | Bruxelles, Belgique

4ème séance du cycle de formation sur le livre (...)

7-04 | St Etienne du Rouvray (76), France

La dette en Amérique Latine : les moyens d'en (...)

9-04 | Angers (49), France

Amérique latine : mutations et orientations

9-04 => 10-04 | Paris, France

Session Ile de France, d'Enlazando alternativa

10-04 | Semblançay (37), France

Concert de soutien à Haïti

15-04 | Aix en Provence (13), France

Le Niger victime de l'uranium

19-04 => 22-04 | Cochabamba, Bolivie

Conferencia Mundial de los Pueblos sobre el (...)

22-05 => 24-05 | Marlagne (Namur), Belgique

Week-end de formation du CADTM et de l'OID sur (...)

Détails : <http://www.cadtm.org/Agenda>

*"Si j'étais peintre ou maçon
Métallo ou forgeron
Que je travaille à la chaîne
En écoutant ma rengaine
Vous vous feriez une raison
Si j'étais peintre ou maçon
(...)"*

*Moi qui croque vos millions
Quand je chante abolissons
Votre bien-aimé système
Vous criez que je blasphème
De vos profits le saint nom
Moi qui croque vos millions
(...)"*

*Avec ou sans vos millions
Dissipez vos illusions
Vous ne m'aurez pas quand même
Etre fidèle à moi-même
Reste ma seule ambition
Avec ou sans vos millions*

*Nous qui sommes des millions
Vous déclarons sans façon
Gardez bien votre système
Car il changera quand même
Que vous le vouliez ou non
Nous qui sommes des millions"*

Jean Ferrat
Si j'étais peintre ou maçon

A propos d'Aristide

L'éditorial de notre dernier bulletin a suscité la réaction d'un de nos lecteurs. Il nous a écrit : *"Intéressant ce que vous écrivez sur Haïti, mais un bout de phrase a sauté. Concernant Aristide : s'agit il d'une phrase coupée dénonçant l'intervention impérialiste qui a abouti à l'arrestation et à l'exil du président Aristide ? Ou une répétition des calomnies impérialistes pour ce président qui fut, globalement, empêché de gouverner; et un des premiers présidents haïtiens à s'appuyer sur son peuple et à essayer de lui venir en aide ? Pourriez-vous clarifier pour vos lecteurs quelle est votre position sur la question ?"*

La référence à Aristide dans cet éditorial concernait la restitution des biens détournés (par le clan Duvalier, mais aussi par Aristide). Mais cette réaction permet de préciser quelques éléments sur l'histoire récente de cette île.

En février 2004 Aristide est contraint de quitter le pouvoir, une nouvelle fois, sous l'effet d'une alliance internationale autour des USA, du Canada et de la France, après une campagne de dénigrement extérieure et intérieure. La question qui se pose est de savoir si l'Aristide renversé en février 2004 est le même que celui renversé une première fois en octobre 1991, moins d'un an après son élection. Relevons tout d'abord qu'un bout de phrase a probablement sauté dans le courrier de notre lecteur. Il oublie de citer le retour d'Aristide en septembre 1994, ramené par 20 000 soldats

étatsuniens. L'histoire nous en apprendra sans doute davantage sur le changement opéré entre 1991 et 1994. Une dirigeante du syndicat Batay ouvriériste disait à ce sujet : *"il est parti Aristide ; il est revenu Harry Steed"*, ce qui résume bien la question posée. Quel rapport en effet entre le curé des pauvres porté au pouvoir en 1990 par un mouvement populaire puissant et l'Aristide soumis aux volontés du FMI ?

L'Aristide de 1990 aurait-il été inauguré (discrètement par ailleurs) en compagnie du président dominicain, Hipolito Mejia, la zone franche de Ouanaminthe en 2003 ?

Quelle est la part de responsabilité personnelle d'Aristide dans cette évolution ? La liquidation d'une portion importante des mouvements sociaux sous la dictature de Raoul Cédras (entre 4 000 et 5 000 personnes) a pesé lourdement bien sûr.

Mais comme l'expliquait Camille Chalmers de la PAPDA¹ : *"Il est revenu comme ça, en appliquant exactement des politiques contraires au projet populaire pour lequel il avait été élu. Beaucoup de gens, au moment de son retour, avaient encore certaines illusions. Qu'Aristide, en rentrant au pays, se joindrait à nouveau au mouvement populaire, pourrait à nouveau contrecarrer le plan impérialiste. Mais il s'agissait réellement d'une chimère. La destruction du mouvement populaire a permis de créer un nouveau climat, de nouvelles règles du jeu politique. Aristide a*

¹ Plateforme Haïtienne de plaidoyer pour un Développement Alternatif (Membre du réseau CADTM) <http://www.papda.org>

complètement disparu en tant que leader populaire, se transformant chaque fois plus en un dirigeant traditionnel, utilisant les mêmes tactiques, les mêmes techniques politiques d'exclusion, de répression, de massacres contre le peuple et le projet populaire" (Interview à Adital, Brésil, juillet 2004).

Les exécutions de syndicalistes, de dirigeants ouvriers, paysans, associatifs par les "Chimères", sbires financés directement par le président Aristide, l'affaire des coopératives en 2001, 2002, l'attaque contre le statut universitaire d'autonomie, les programmes d'ajustement structurel, tout cela explique la rupture entre le mouvement social haïtien et Aristide. Que les manoeuvres étatsuniennes, canadiennes et françaises, autour d'une pseudo opposition, directement dépendante du capital étranger aient permis de mettre sur le dos du président déchu tous les malheurs d'Haïti ne dédouane pas celui-ci de sa responsabilité.

Il a récemment, à la suite du tremblement de terre, exprimé son désir de retour. La justice haïtienne, dans une démocratie souveraine, c'est à dire une fois partis les troupes d'occupation de la Minustah et les GIs qui gèrent aujourd'hui le pays, pourrait ainsi lui demander des comptes sur ses pratiques politiques et financières.



Claude Quémar

Communiqué de presse

Islande : le CADTM salue le Non massif au référendum sur la loi Icesave

Samedi 6 mars, les Islandais se sont rendus aux urnes pour se prononcer sur la loi "Icesave", qui prévoyait la nationalisation de dettes privées et l'imposition de mesures économiques antisociales afin de trouver les fonds pour rembourser ces dettes. Le CADTM se réjouit de l'écrasante victoire remportée par le Non, avec environ 93% des suffrages exprimés. Cela constitue une victoire importante contre le néolibéralisme.

L'Islande a subi de plein fouet la crise financière et l'État a nationalisé les trois principales banques du pays, totalement privatisées en 2003, pour les sauver de la faillite. Le peuple islandais s'est mobilisé massivement pour faire payer le coût de cette crise aux responsables : les banques et les fonds spéculatifs. En août 2009, le Parlement a adopté une résolution pour conditionner le remboursement de cette dette aux "capacités de paiement" du pays. Le CADTM dénonce le FMI et l'Union européenne qui ont pesé de tout leur poids pour renverser cette orientation.

Dans la nuit du 30 au 31 décembre 2009, le Parlement a voté la loi "Icesave", qui visait à confirmer la nationalisation de ces dettes privées et à organiser, via des mesures d'austérité (gel des salaires, diminution des dépenses publiques...), le remboursement intégral (3,9 milliards d'euros) des montants avancés par les États britanniques et hollandais pour indemniser leurs "citoyens lésés" par la faillite de la banque en ligne islandaise Icesave en octobre 2008. C'est cette loi que les Islandais viennent de refuser catégoriquement.

Le CADTM reste très vigilant afin que ce choix soit respecté. Rappelons-nous ce qui s'est passé à propos du Traité de Lisbonne : alors que les Français avaient dit Non au Traité constitutionnel européen, le gouvernement français a tout de même fait approuver le Traité de Lisbonne qui l'a remplacé en passant par la voie parlementaire, tandis qu'après un premier vote négatif en Irlande, le gouvernement irlandais a imposé un nouveau référendum afin de parvenir au Oui.

Le CADTM demande au gouvernement islandais de refuser la logique néolibérale tout en garantissant la justice sociale. Pour cela, le CADTM propose une série de mesures concrètes qui pourraient être mises en place rapidement : nationalisation sans indemnisation du secteur bancaire, interdiction de nationaliser les dettes privées, moratoire immédiat sur le remboursement de la dette, mise en place d'un audit intégral de la dette islandaise en vue de répudier toutes les dettes odieuses ou marquées d'irrégularités, impôt exceptionnel sur le patrimoine des grosses fortunes afin de développer des emplois publics socialement utiles et respectueux de la nature... Cela serait conforme à la Déclaration sur le droit au développement, adoptée par l'ONU en 1986, qui stipule dans son article 2 : *"Les États ont le droit et le devoir de formuler des politiques de développement national appropriées ayant pour but l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, fondée sur leur participation active, libre et utile au développement et à la répartition équitable des avantages qui en résultent."*

Microcrédit et auto-entreprise, loin du questionnement sur l'injustice globale

La survie des populations les plus pauvres du Sud, en majorité des femmes, passerait-elle par l'auto-entreprise avec le microcrédit comme levier ?

La Grameen Bank du Bangladesh est fière d'ouvrir maintenant des succursales à New York et à Paris. Mais n'est-ce pas le signe d'une régression des emplois salariés et de la justice sociale au Nord, après la sévère dégradation des dernières décennies au Sud ? Jacques Attali, président de "Planète Finance", pense que la microfinance est une clé du développement, mais son avis est éminemment discutable. Le marché de la micro-finance, qu'on peut appeler aussi de la micro-dette, est potentiellement gigantesque quand on sait que la moitié des habitants de la planète disposent de moins de 2 dollars par jour pour survivre. De plus en plus de groupes financiers s'y intéressent. Il est vrai qu'en lisant les textes de Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix et père de la Grameen Bank, on peut ressentir beaucoup d'espoir : "L'aide sociale n'est pas une solution. Elle prive les gens de leur dignité. Il faut leur donner l'occasion de sortir d'un système d'assistés... Il faut leur donner une chance de changer de vie, d'aller de l'avant."¹ On imagine déjà les lignes de fractures de la grande misère qui s'estompent et les femmes qui peuvent enfin conquérir leur autonomie.

Bien sûr, on sait que certaines entreprises de microcrédit exagèrent en prêtant à des taux très élevés. Mais ils sont tout de même moins élevés que ceux des usuriers qui peuvent prêter en Inde jusqu'à 5 % par jour. Parmi les 150 000 paysans indiens qui se sont suicidés ces 10 dernières années, nombre d'entre eux ont été poussés à cette extrémité par ces prêteurs privés et par ces rapaces qui leurs vendent engrais, semences brevetées et pesticides, le plus souvent à crédit, en lieu et place des banques agricoles publiques disparues à cause des politiques néolibérales imposées par le trio infernal formé par le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les femmes des pays soumis et surendettés, trop souvent obligées de vendre leur corps pour nourrir leurs enfants, ne trouvent-elles pas dans le microcrédit une porte de sortie ?

Et pour les 30 millions de salariés jetés récemment par la crise financière dans le

chômage, le microcrédit n'est-il pas un moyen utile pour se transformer en auto-entrepreneur et ainsi retrouver un moyen d'existence ?

Quand le microcrédit mondial représente en 2009 une somme de 12 milliards de dollars, les rapatriements des bénéfices effectués par les transnationales opérant au Sud dépassent 300 milliards de dollars. Les bénéfices de Total, sixième compagnie mondiale faisant commerce du pétrole extorqué à bas coût dans des pays du Sud, ont été de 14 milliards de dollars en 2008, pour le plus grand profit de quelques centaines de gros actionnaires. La même année, les 8,6 millions de millionnaires en dollars de la planète détenaient un patrimoine cumulé de 32 000 milliards de dollars alors que plus d'un milliard d'humains sont en état de sous-nutrition permanente. Alors quel impact réel pour le microcrédit ?

D'autres mesures très simples pourraient au contraire poser les bases d'un modèle économique plus juste

Si 3 % du patrimoine des 8,6 millionnaires étaient prélevés en un impôt à existence unique, les quelque 1.000 milliards de dollars collectés seraient suffisants pour garantir à tous un accès à l'eau potable, à des infrastructures sanitaires, à une éducation primaire et à des soins de santé de base. A l'heure de la dictature actionnariale, une redistribution des richesses à l'échelle planétaire est une nécessité morale urgente.

L'injustice mondiale est le résultat de la compétition capitaliste où le plus fort amasse des profits démentiels et où les faibles ne font que lutter pour leur survie. Afin de ne pas remettre en cause cette loi de la jungle intolérable pour ceux qui sont épris de justice et d'émancipation, les tenants du modèle actuel plébiscitent l'auto-entreprise et la micro-finance. "Une des limites du microcrédit est qu'il finance essentiellement des activités à toute petite échelle, de très faible croissance, bien éloignées de l'image d'Epinal d'un Bill Gates démarrant Microsoft dans son garage : dans les rues des villes d'Inde, d'Indonésie ou du Bangladesh, on voit d'innombrables petites épiceries, vendant toute la même chose, dont les bénéfices suffisent à peine à payer un salaire minimal à leur propriétaire, en dépit des dix à douze heures de travail quotidien"².

Quels que soient les résultats positifs des microcrédits, et ponctuellement il y en a, ces mini prêts ne doivent pas nous faire oublier le système de la colonisation des ressources des pays pauvres et de l'esclavage économique et financier subi par leurs populations.

Et ils ne doivent pas atténuer la lutte des peuples pour mettre définitivement fin à cette domination implacable. Tant que nous accepterons que les petits producteurs (paysans, artisans, mineurs, forestiers) du Sud soient en concurrence déloyale avec les multinationales, tant que les produits subventionnés du Nord viendront détruire les économies locales du Sud, tant que les richesses du Sud seront accaparées par de grandes entreprises du Nord qui alimentent la corruption des élites locales complices, tant que les dettes odieuses ne seront pas annulées (de Haïti au Congo, de l'Indonésie à l'Argentine), le micro-crédit n'aura qu'un effet nanométrique sur le développement des populations.

L'Europe de l'après seconde guerre mondiale s'est reconstruite avec les dons du plan Marshall. L'Espagne quasi féodale de l'après franquisme s'est reconstruite avec des dons européens - les fonds structurels. Toutes les grandes puissances ont utilisé le protectionnisme pour développer les secteurs vitaux de leur industrie et de leur agriculture jusqu'à ce qu'elles soient assez solides pour affronter la concurrence. Tout cela est refusé aux pays du Sud. Microcrédit et auto-entreprise n'y changent rien, voire renforcent la logique actuelle puisqu'ils ne la questionnent pas. C'est la lutte consciente des peuples qui pourra tourner la page d'un capitalisme dont les ravages n'ont que trop duré.



Damien Millet et Nicolas Sersiron

Nicolas Sersiron et Damien Millet sont vice-président et porte-parole du CADTM France (cadtm.org)

¹ Libération, 4 février 2010.

² Esther Duflo, Le Monde, 11 janvier 2010

Faim dans le monde : toujours des promesses non tenues

L'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a invité les pays du G8 à verser les 20 milliards de dollars promis en juillet 2009 aux pays pauvres pour accroître leur sécurité alimentaire, lors du sommet des huit pays les plus industrialisés. "En ce qui nous concerne, nous n'avons pas vu cet argent. Nous voulons tirer une sonnette d'alarme", a déclaré le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, devant la presse à Rome, siège de l'agence onusienne.

Le FMI "main visible" des puissances coloniales

Annexion de Mayotte par la France : les hasards (du calendrier) font bien les choses...

Pendant la "fête" des indépendances, la colonisation continue !

L'Union des Comores (alors République des Comores composée des îles de la Grande Comore, d'Anjouan, de Mohéli et de Mayotte) est devenue un État indépendant le 6 juillet 1975. Depuis cette date, la France occupe illégalement l'île comorienne de Mayotte dans cet archipel à mi-parcours du Mozambique et de Madagascar, à 9 000 Km de Paris.

Sur fond d'images exotiques, Mayotte est avant tout un lieu stratégique (militaire et renseignement) dans le canal du Mozambique et une Zone Économique Exclusive non négligeable pour la "France des 3 océans".

L'occupation militaire, premier pas pour une intégration réussie

Cette île est donc à l'origine d'un contentieux entre l'Union des Comores et la France qui dure depuis 34 ans. Les obligations du traité européen d'Amsterdam concernant les Régions Ultrapériphériques (RUP, art 299) rendent nécessaire une solution "définitive" au regard des droits français, comorien, européen et international, ce qui va entraîner des contorsions juridiques (et quelques renoncements) de la part de tous les acteurs.

La transformation de Mayotte en DOM (Département d'Outre-Mer) en 2011, puis son intégration dans l'Europe au titre des RUP est présentée par la France et ses partenaires européens comme la conclusion logique d'un processus démocratique d'intégration républicaine. Processus entamé voici plus de trente ans par la volonté "affirmée" des Mahorais de rester français lors du référendum controversé du 22 décembre 1974.

Toutes les consultations organisées à Mayotte par la France et ultérieures à ce référendum ont été invalidées par une résolution de l'ONU du 21 octobre 1976. En effet, la position française a été de considérer les résultats île par île et non dans l'ensemble des Comores, comme il était prévu au protocole de la consultation dans le cadre des instances onusiennes. Cela a d'ailleurs abouti à l'indépendance des Comores.

L'État français viole allègrement le droit international, mais suggère qu'il en explore les limites en se basant sur la résolution 1514 du 14 décembre 1960 relative à l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. La France nous rappelle que le droit international n'est pas encore le droit des peuples mais bien celui des États. La définition d'un peuple, liée aux frontières coloniales, reste

largement empirique quant aux titulaires de ce droit à l'autodétermination ; qui définit "le peuple" et son droit à l'autodétermination ? L'État français joue sur la dichotomie population/peuple à Mayotte, comme en Nouvelle-Calédonie, en Guyane ou en France métropolitaine. Dès lors, aux Comores, la division du peuple servant d'alibi pour diviser le territoire, la France n'aura de cesse de médiatiser sa bienveillance à l'égard du "peuple" mahorais, tout en déstabilisant continuellement l'État comorien jusqu'à aujourd'hui.

Une moyenne d'un coup d'État tous les deux ans

Car pendant deux décennies (1975-1995), c'est le "corsaire de la République" Bob Denard qui va faire et défaire le pouvoir comorien.

Puis les séparatistes se chargent de continuer la tâche et obtiennent une nouvelle constitution mise en place par le régime du colonel Azali (originaire de la Grande Comore) créant l'actuelle Union des Comores, avec un pouvoir fédéral et un pouvoir sur chacune des îles autonomes. La présidence de l'Union est tournante entre les trois îles. La revendication des Comores sur Mayotte est remise aux calendes grecques, même si l'intégrité territoriale de l'Union des Comores reste inscrite dans la Constitution.

En mai 2006, c'est l'île d'Anjouan qui assure la présidence de l'Union. A. Sambi est élu président des Comores pour 4 ans. Début 2008, le plus célèbre séparatiste des Comores, le dictateur anjouanais Mohamed Bacar fuit la justice de son pays. Il est extradé au Bénin grâce aux autorités françaises.

Après plus d'une quinzaine de coup d'État en un peu plus de trente ans, l'Union des Comores connaît enfin un semblant de stabilité politique et d'unité. Le pays est ruiné, croulant sous la dette et dépendant de l'aide extérieure. Le 2 avril 2008, les Comores n'acceptent plus les expulsés en provenance de Mayotte. Mais la joie des comorien-ne-s est de courte durée et l'interdiction est levée début mai. La visite de R. Maréchaux, conseiller pour l'Afrique de l'Élysée accompagné d'A. Moreau, conseiller délégué à la coopération régionale dans l'Océan Indien à la mi-avril a certainement pesé. Toutefois la question de Mayotte resurgit

sur la scène internationale à l'occasion de la 63^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies : Le président Sambi en appelle à tous les membres pour faire entendre raison à ce "grand pays" qu'est la France. Un référendum illégal plus tard, à la 64^{ème} session de l'AG de l'ONU en septembre 2009, Sambi s'étonne de l'obstination de la France et propose aux instances onusiennes la thèse d'"un pays, deux administrations" !

On peut alors s'intéresser au calendrier de ces dernières années aux Comores et le voir à l'aune de l'intégration européenne de Mayotte via le statut de DOM.

Enfin l'IPPTE !

L'État comorien, membre du FMI depuis 1976, est susceptible, depuis de longues années, de bénéficier de l'Initiative PPTE (Pays Pauvre Très Endetté). Une lettre d'intention de 2001, sous la présidence d'Azali, tente de renouer le contact perdu depuis 1994. Mais l'absence de politique fiscale en raison de la mise en place de la nouvelle constitution retarde les discussions.

En 2005 une nouvelle demande est faite au FMI, mais il faut d'abord faire ses preuves en appliquant un "Programme de Suivi rapproché avec le Fonds". Privatisations et cultures de la vanille et de la girofle pour l'exportation sont au programme, comme le reste du credo libéral.

Des accords d'apurement des arriérés ont été conclus avec la Banque Africaine de Développement en décembre 2007. A partir de la mi-2008, les choses s'accroissent : "...en attendant l'admissibilité à un allègement de dette dans le cadre des initiatives PPTE et IADM, la dette extérieure demeure insoutenable. Le déblocage d'une assistance supplémentaire des donateurs sera facilité par le retour du FMI au titre de l'Aide d'Urgence aux Pays sortant d'un Conflit (AUPC) puis pour finir, de la FRPC".

Les Comores bénéficient donc d'une assistance au titre de l'AUPC et d'un décaissement dans le cadre de la composante d'accès rapide de la Facilité de Protection contre les Chocs Exogènes en février 2009.

Puis l'accord du FMI pour la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) arrive le 21 septembre 2009, entraînant dans la foulée de la conférence des donateurs le Club de Paris. Ce dernier permet à l'État comorien de reprendre son souffle, notamment en différant de grosses ardoises à mi 2012.

<http://www.gisti.org/IMG/pdf/cndsmayotte.pdf>

Consultée par référendum (illégal) le 29 mars 2009, la population de Mayotte s'est prononcée en faveur de la départementalisation du territoire. Mayotte devrait devenir, après le renouvellement du Conseil général en 2011, le 101^{er} département français et le 5^e en outre-mer

IADM signifie Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale, voir <http://imf.org/external/french/pubs/ft/scr/2009/cr0942f.pdf>

voir <http://clubdeparis.org/sections/communication/communiqués/comores/viewLanguage/fr>

1 carte sur <http://www.scribd.com/doc/19653238/Afriques21n-2-7-pages>

2 la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République fait disparaître la notion de "peuples d'outre-mer" datant de 1958 et inscrit "la République reconnaît, au sein du peuple français, les populations d'outre-mer" (article 72-3 alinéa 1^{er})

3 voir François-Xavier Verschave, *Noir silence*, Les Arènes, 2000, page 135

4 voir http://survie.org/IMG/pdf/Survie_Comores_Mayotte_logo.pdf

5 La France est le premier partenaire économique des Comores et son plus gros "donateur" dit le président Sambi à l'ONU lors de la 64^{ème} session. Rappelons également que le Franc Comorien est inclus dans la Zone Franc (voir www.banque-france.fr/fr/eurosys/zonefr/page4_3.htm)

6 voir www.legrandsoir.info/Une-mission-francaise-a-Moroni-pour-regler-les-points-litigieux.html, www.malango-actualite.com/article/comores_sambi_vivement_critique-3679.htm Pour Mayotte en 2009, il y a eu 19 972 "éloignements" dont 3246 mineurs. Lire les recommandations de la Commission nationale de déontologie de la sécurité sur le traitement réservé aux Comoriens (dans leur propre pays !) sur

Le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) devait normalement être remis au FMI le 31 décembre 2009 avec un point de décision à mi 2010 et un point d'achèvement en 2013. Pour le pouvoir fédéral, le DSRP laisse espérer une marge de manoeuvre budgétaire à même de faire admettre plus facilement l'annexion de Mayotte par les autres îles. Car le moment où s'installe le processus est important. La manne financière dégagée par les apurements, allègements, ré-échelonnement des dettes bi et multilatérales coïncide étrangement avec le non respect des règles constitutionnelles comoriennes et un hold-up électoral suivi d'une forte répression ordonnée par le président Sambi.

L'arsenal financier du FMI en pièce à conviction

En mai 2010, la présidence tournante de l'Union devait cette fois revenir à Mohéli. Mais début mars 2010, A. Sambi est parvenu à prolonger son mandat de 18 mois par voie parlementaire. La "Communauté internationale" s'inquiète. En effet, de nombreux Comoriens n'ont pas renoncé à l'intégrité territoriale des Comores et à sa constitution. Mais, par exemple, à Mohéli, le gouverneur/président a changé radicalement d'opinion début octobre 2009, lâchant pour d'obscures raisons ses prétentions à la présidence de l'Union et ses camarades de l'opposition.

Il faut dire que l'arsenal financier est prêt pour faire plier les présidents/gouverneurs des autres îles. Dans la lettre d'intention pour l'AUPC du

26 novembre 2008, point 32 il est précisé : *"Le gouvernement appliquera une politique prudente de gestion de la dette. Tout emprunt extérieur contracté ou garanti par l'État sera soumis à l'approbation préalable du Ministre des finances de l'Union, et les gouvernements des îles autonomes ne pourront en aucune circonstance contracter ou garantir d'emprunts extérieurs"*. Dès lors les îles "autonomes" se retrouvent à la merci d'une "coupure des vivres". Ce qui arriva courant 2009 à Mohéli avec le non-paiement des salaires et dépenses de la fonction publique de l'île par le pouvoir central. Ici l'argument de la dette a donc servi à prendre à la gorge les autorités (élues) de Mohéli.

Pour rester au pouvoir, Sambi a besoin de s'entourer d'une large majorité à l'Assemblée et au Conseil des Îles. Tandis que les accusations de corruption et d'achat de voix fusent de la part de l'opposition morcelée, les fraudes électorales durant les législatives de fin décembre 2009 à Sima (sur l'île d'Anjouan), le refus du hold-up électoral par l'opposition et une partie de la population ont entraîné l'intervention de l'armée pour casser les manifestations. Depuis, les manifestations, soulèvements populaires se succèdent aux Comores, notamment à Mohéli.

Bref un pouvoir autoritaire cherche à se mettre en place, inaugurant une nouvelle phase d'instabilité politique et institutionnelle de l'Union des Comores, ce qui occulte le calendrier français d'annexion de Mayotte et lui assure une relative tranquillité.

Agissant de la sorte, le président Sambi peut espérer focaliser sur sa personne un certain nombre de revendications politiques autant que sociales et économiques. L'application des

préceptes du Consensus de Washington (baisse des dépenses publiques, élargissement de l'assiette fiscale, privatisations, etc) à travers les programmes du FMI entraîne aussi des résistances (grèves dans la fonction publique) dans ce pays classé 139^{ème} à l'Indice de Développement Humain du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Si le président Sambi parvient à tenir la prolongation d'un an et demi de son mandat, il n'est pas certain qu'il soit réélu en novembre 2011, vu son bilan. Dès lors, pour parachever les plans du FMI et de l'État français, il faut envisager des solutions de rechange plus à même de satisfaire les revendications de la communauté internationale...

Pourquoi pas le colonel Azali qui présente dans les beaux quartiers parisiens son livre d'entretiens avec Charles Onana intitulé *"Quand j'étais Président"*, en oubliant de dire qu'il est arrivé au pouvoir par un coup d'État...

Jour après jour, la dette coloniale de la France envers l'Union des Comores augmente.

Comme le rappelle un collectif d'associations comoriennes (CAAC Comores), *"La France doit aider au développement de l'ensemble comorien, en payant sa dette coloniale, qui s'évalue, à minima à plus de sept milles victimes du visa Ballardur-Pasqua mais aussi à l'occupation illégale de terres comoriennes et à quelques assassinats de présidents et d'autres leaders politiques comoriens."*



Renaud Savéan

¹ voir http://malango-actualite.com/article/comores_le_gouvernement_accuse_mohe li_de_mauvaise_gestion-4233.htm

² voir <http://imf.org/external/npl/loi/2008/com/fra/112608f.pdf>

³ voir <http://imf.org/external/french/npl/sec/pr/2009/pr09412f.htm> extrait : *"La mission note avec satisfaction la revue en cours par le gouvernement des options de réforme pour Comores Telecom et la Société Comorienne des Hydrocarbures, qui ont été développées avec l'assistance technique de la Société financière internationale"*

Communiqué de presse

Grèce : le CADTM condamne le plan d'austérité qui entraîne d'importantes régressions sociales

Le gouvernement grec vient d'annoncer la mise en place d'un plan d'austérité qui a été très bien accueilli par l'Union européenne et par le Fonds monétaire international (FMI). Mais pour le CADTM, les mesures inscrites dans ce plan sont purement inadmissibles. Ce que le gouvernement d'Athènes présente comme une solution face à la crise n'est rien d'autre que la prise en otage de la population grecque, sommée de prendre en charge l'irresponsabilité des acteurs financiers qui ont provoqué ou aggravé la crise.

Ce plan d'austérité vise à économiser 4,8 milliards d'euros sur le dos de la population grecque pour rembourser les créanciers. Ils serviront également à payer les honoraires de la banque Goldman Sachs dont on sait maintenant qu'elle a aidé le gouvernement à dissimuler une partie de sa dette.

Au menu notamment :

- gel du recrutement et réduction des salaires des fonctionnaires (forte baisse du montant des 13^e et 14^e mois, diminution des primes, après une réduction des salaires de 10% décidée en janvier) ;
- gel des retraites ;
- hausse de la TVA de 19% à 21%, alors qu'il s'agit d'un impôt injuste qui frappe davantage les plus démunis ;
- hausse des taxes sur l'alcool et le tabac ;
- réduction drastique des budgets sociaux, comme celui de la Sécurité sociale.

Pour le CADTM, ces mesures font partie du problème, et non de la solution. La crise actuelle est utilisée pour venir à bout des résistances face aux acquis sociaux obtenus de haute lutte. Loin d'en tirer les enseignements, les dirigeants des grandes puissances et du FMI exercent une pression intense pour imposer de nouvelles mesures néolibérales, pour accroître les inégalités, pour précariser davantage les populations. Dans le même temps, aucune mesure efficace n'est prise pour faire supporter le poids de la crise par tous ceux qui en sont responsables et pour empêcher de nouvelles crises de se reproduire à l'avenir.

Le CADTM demande aux pays touchés par la crise financière de cesser de choisir l'option néolibérale qui a conduit le monde dans l'impasse actuelle, alors que des choix radicalement différents existent. Le CADTM soutient la population grecque qui se mobilise massivement en faveur d'une rupture avec le modèle néolibéral. La socialisation des pertes et la privatisation des bénéfices sont des principes à rejeter d'urgence.

Soutenu par les États Unis, Porfirio Lobo légitime le coup d'État en lui succédant

Suite aux élections du 29 novembre 2009 marquées par une forte abstention et entachées de fraude, Porfirio (Pepe) Lobo prend la succession d'une dictature qui a écarté par la force le Président légitime Manuel Zelaya alors en fin de mandat officiel, le 27 janvier 2010. Ainsi, Porfirio Lobo accède à la magistrature suprême dans un pays dont une grande partie des électeurs ne le reconnaissent pas. La résistance a le mérite d'avoir éveillé la conscience politique d'un grand nombre de citoyens qui pensent que cette passation de pouvoir ne sert qu'à légitimer les putschistes afin d'encourager d'autres renversements de gouvernements progressistes dans la région.

La collusion entre la dictature militaire et Porfirio Lobo est on ne peut plus claire

À titre d'exemple, celui-ci préfère rester au Honduras et reporter son voyage aux États-Unis, où il avait l'habitude de se rendre pour son anniversaire, afin d'assister à l'hommage des Forces armées en l'honneur de ses 62 ans, le 22 décembre 2009. Rappelons que les forces armées sont directement impliquées dans le coup d'État et Porfirio Lobo attendra le 26 février pour remplacer le général Romero Vásquez Velásquez, chef des forces armées.

Même après avoir officiellement quitté le pouvoir, Roberto Micheletti, soutenu par l'Opus Dei, reçoit les éloges du Cardinal Óscar Rodríguez : *"Aujourd'hui est un jour spécial pour rendre grâce à Dieu, par la Vierge Marie, pour notre Honduras, pour la liberté, la souveraineté et l'indépendance que Don Roberto Micheletti a su défendre avec les forces armées et aux côtés des milliers de Honduriens qui veulent faire partie des solutions, non des problèmes"*, clama-t-il lors d'une messe célébrée le 3 février 2010, en présence du nouveau chef d'État Porfirio Lobo. La veille de l'accession de Lobo au Palais Présidentiel le 27 janvier dernier, le parlement votait l'amnistie pour toute personne impliquée dans la sombre histoire de la dictature. Le président Manuel Zelaya renversé par les putschistes, quitte l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa, où il avait trouvé refuge durant plus de quatre mois, pour gagner la République dominicaine.

Il faut dire que l'élection organisée sous le règne du sanguinaire dictateur a été reconnue par Hillary Clinton

Avec Hugo Llórens, ambassadeur étatsunien toujours en poste, elle a félicité le 9 décembre Porfirio Lobo, vainqueur contesté des urnes. Déjà quelques jours seulement après les élections, Hugo Llórens lui a téléphoné pour lui souhaiter bonne chance en lui assurant que les États-Unis travailleraient avec lui pour le bien des deux pays ; *"Nos relations seront très fortes"*, conclut-il. Obama, dont la campagne a été en grande partie financée par la grande banque d'investissements Goldman-Sachs (celle-là même qui est accusée d'avoir falsifié les comptes de la dette grecque), ne perd pas le sens des affaires et le 29 janvier, deux jours après l'investiture de Porfirio Lobo et le départ en exil politique de Manuel Zelaya, les États-Unis ont annoncé la reprise de leur aide financière de 30 millions de dollars par an au Honduras. *"L'isolement du Honduras n'est pas une bonne chose. A Washington, nous cherchons déjà comment reprendre notre assistance économique"*, expliquait alors l'ambassadeur Hugo Llórens.

Le 10 février, c'est au tour de la Banque mondiale de reprendre du service et d'annoncer une reprise de "l'aide" au Honduras en lui prêtant 390 millions de dollars. Juan José Daboub, directeur général de la Banque, qui signe avec Porfirio Lobo la réouverture des crédits, affirme : *"Pour la Banque centrale, il est important d'annoncer que nous sommes ici pour continuer à aider le peuple hondurien, en particulier les plus vulnérables"*. Quelle hypocrisie quand on sait pertinemment que ces nouveaux prêts ne feront qu'alourdir une dette qui pèse déjà énormément sur la population de ce petit pays pauvre très endetté (inscrit dans l'initiative PPTE).

Enfin, le 5 mars, le FMI reconnaît officiellement le gouvernement de Porfirio Lobo et rouvre la ligne de crédit momentanément suspendue : 160 millions de dollars sont ainsi débloqués et, pour reprendre la fameuse expression de John Perkins, une mission composée *"d'assassins financiers"* de l'institution se prépare déjà à se rendre sur place. On vous laisse deviner la suite...

L'Union Européenne, inspirée par les mêmes intérêts néolibéraux dit vouloir relancer les

négociations avec l'Amérique Centrale¹. En atteste la visite en Amérique Centrale de Juan Pablo De Laiglesia, secrétaire d'État pour l'Amérique latine, en vue d'un accord d'association entre l'UE et la région. Cette visite intervient une semaine après le retour à leurs postes des deux ambassadeurs espagnol et français (l'ambassadeur espagnol qui avait été rappelé trois jours après le coup d'État, a repris son poste à Tegucigalpa le 4 février). De Laiglesia en profitera pour inviter Lobo à Madrid lors du sommet UE - Amérique latine et Caraïbes en mai prochain. Le très important contre-sommet qui se prépare à cette occasion dans la capitale espagnole avec des représentants de mouvements sociaux des deux continents, ne manquera pas de dénoncer ce président illégitime, héritier de la dictature.

D'après Juan Barahona du FNRP (Frente Nacional de Resistencia Popular), la *"Commission de la Vérité"* proposée par le gouvernement et incluse dans les Accords Tegucigalpa/San José pour enquêter sur les crimes commis durant la dictature n'a *"pas de sens"*, elle sert à *"laver"* le coup d'État afin de s'assurer l'appui de la communauté internationale. *"Ils font les choses à l'envers : tout d'abord, ils déclarent libres de tout péché les putschistes et maintenant ils veulent former la Commission de la vérité ; la Commission peut dire ce qu'elle veut, mais ce rapport n'a pas de sens"* dit-il.

Parodie de l'histoire, Lobo, par ailleurs un des instigateurs du coup d'État, lance en toute impunité un mandat d'arrêt international à l'encontre de l'ex-président Zelaya et de cinq membres de son équipe gouvernementale pour des actes supposés de corruption.

Pourtant, la lutte déterminée de la résistance se poursuit et le CADTM tient à remercier vivement les citoyennes et citoyens solidaires, tels celles et ceux qui via le CADTM Grenoble viennent de la soutenir financièrement. Nous devons poursuivre les mobilisations afin que nos gouvernements et l'UE ne reconnaissent pas ce gouvernement illégitime, et exiger qu'une enquête indépendante se mette en place immédiatement pour juger les nombreux crimes commis sous la dictature de Micheletti et qui se poursuivent sous le gouvernement Lobo.

 Jérôme Duval

¹ "Hoy es un día especial para darle gracias a Dios, por medio de la virgen María, por nuestra Honduras, por la libertad, la soberanía e independencia que don Roberto Micheletti supo defender con las Fuerzas Armadas y junto a miles de hondureños que deseamos ser parte de las soluciones y no de los problemas"

² El País, 30 novembre 2009 : http://www.elpais.com/articulo/internacional/EE/UU/reconoce/Lobo/nuevo/presidente/Honduras/elpepint/20091130elpepint_16/Tes

³ "Para el Banco Central, es importante anunciar que estamos aquí para continuar ayudando al pueblo hondureño, especialmente a los más vulnerables"

⁴ <http://www.laprensahn.com/Negocios/Ediciones/2009/12/09/Noticias/La-UE-pide-retomar-negociacion-con-CA>

⁵ "están haciendo las cosas al revés: primero declaran libres de pecado a los golpistas y ahora quieren formar la Comisión de la Verdad; la Comisión puede decir lo que quiera, pero ese informe ya no tiene ningún sentido"

Lettonie

Un groupe inconnu de hackers a revendiqué un vol de plus de 7,5 millions de documents électroniques, relatifs aux taxes et impôts en Lettonie, pour dénoncer l'inefficacité des mesures structurelles prises par le gouvernement contre la crise économique. En effet, le gouvernement de Valdis Dombrovskis a réduit les salaires dans le secteur public et augmenté différentes taxes, mesures conditionnées à l'obtention d'un prêt par le FMI.

Alors que Forbes publie la liste des milliardaires, le CADTM revendique un impôt mondial sur les grandes fortunes

Chaque année, le magazine Forbes publie sa très célèbre liste des milliardaires. Le classement 2010, qui vient d'être rendu public, indique que le nombre de milliardaires en dollars est passé de 793 à 1 011. Leur patrimoine cumulé représente 3 600 milliards de dollars, en hausse de 50% en un an. Pour le CADTM, peu importe que Bill Gates ne soit que second, dépassé par le Mexicain Carlos Slim dont la fortune atteint 53,5 milliards de dollars. Le plus grave est qu'un tel montant, concentré entre les mains d'une seule personne, représente 12 fois le budget d'un pays comme la République démocratique du Congo (RDC), qui abrite plus de 68 millions de personnes.

Le CADTM affirme que cette forte hausse du nombre de milliardaires, alors que des milliards de personnes voient leurs conditions de vie se dégrader suite à la crise, prouve que les très riches ont réussi à faire supporter le coût de cette crise au plus grand nombre. Dans de nombreux pays, au Nord comme au Sud, la dette publique des Etats a explosé, notamment pour venir au secours des responsables de cette crise (banques privées, fonds spéculatifs...) ou pour en payer les conséquences. L'accroissement de cette dette est ensuite le prétexte pour imposer des mesures antisociales qui pénalisent les populations mais épargnent les plus riches.

A l'opposé du système capitaliste qui montre chaque jour ses désastreuses conséquences sociales, le CADTM revendique avec force l'idée d'un impôt mondial sur les grandes fortunes. Un impôt de 20% sur le patrimoine d'un petit millier de personnes permettrait de récupérer 720 milliards de dollars, soit la moitié de la dette extérieure publique de tous les pays en développement en 2008 et 3,5 fois le montant total des remboursements annuels au titre de cette dette.

Selon le CADTM, la publication de ce classement doit être l'occasion de remettre en cause les bases du modèle économique et financier en place et de proposer des mesures radicales pour que les milliardaires cités dans le classement Forbes et tous ceux qui ont amassé des fortunes extravagantes supportent le coût d'une crise dont les peuples sont les victimes.

Alors que les préceptes néolibéraux étaient vilipendés suite au déclenchement de la crise en 2007-2008, aucun enseignement n'a été tiré et ce sont toujours les mêmes qui profitent de la mondialisation financière et de l'injuste répartition des richesses qu'elle organise.

En plus de 200 ans, nous avons pillé, gaspillé des matières que la nature a mis des milliers d'années à "fabriquer".

EN 2009 >

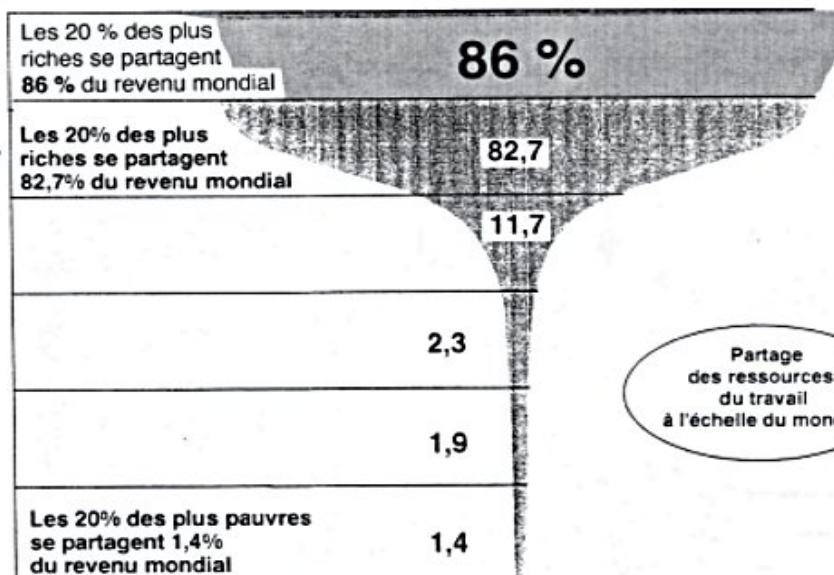
EN 1992 >

Part du revenu mondial en %

Population mondiale par tranche de 20%

Ne pas attendre que les autres commencent, c'est cela le réalisme.

L'inégalité mondiale



Partage des ressources, du travail à l'échelle du monde.

La répartition de la richesse mondiale



La Langue du Capital

mise à nu par ses locuteurs mêmes.
Décodeur du sabir politico-médiatique.
Raoul Vilette
Ed. Les nuits rouges. 2009

"L'ignorance, c'est la force" écrivait Orwell dans "1984".

De la "bavure" à la "gouvernance" en passant par "l'économie" ou "l'égalité des chances", ce lexique recense la plupart des lieux communs du "politico-médiatique", version française de la langue mondiale du Capital.

Il nous rappelle (avec humour et citations récentes à l'appui) qu'en plus d'évoluer dans un temps et un espace organisés par le capitalisme, nous pensons et nous exprimons (bien souvent malgré nous) avec ses mots. En ces temps d'épidémies (de "plans sociaux", de profits faramineux, de grippe...), cet ouvrage immunise contre les mots du "Marché", même s'il occasionnera certainement quelques poussées fiévreuses...

Raoul Vilette rappelle avec son livre certaines conclusions du "18 brumaire de Louis Bonaparte" de K. Marx :

"La révolution sociale du XIXe siècle ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution du XIXe siècle doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre objet. Autrefois, la phrase débordait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui déborde la phrase."

Quelques unes des réalités recouvertes par ces mots que nous rencontrons au CADTM ou ailleurs :

- Dette (publique) : "Transmission à l'ensemble des contribuables directs et indirects, et aussi des assurés sociaux, des dépenses engagées par l'État pour maintenir la domination des riches. C'est en outre une source de revenus complémentaires offerts à ceux-ci sous forme d'intérêts quand ils "achètent de la dette", qui leur profite ainsi deux fois. Et encore une justification pratique des coupes sombres dans les budgets sociaux."

- Dette du Tiers-Monde : "Conséquence du processus usuraire qui force les pays du Sud à se défaire de leurs richesses et entreprises publiques au profit des banques et compagnies du Nord, et se placer ainsi sous leur tutelle."

- Altermondialisme : "Promotion ou défense d'un capitalisme idéal, sans crises, spéculations financières, famines, guerres..., ou le moins possible."

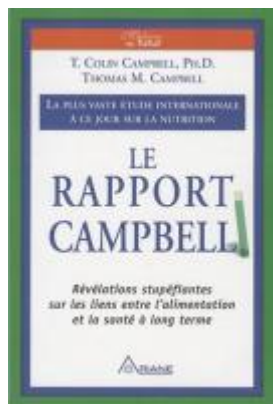
- Terroristes : "Malfrats basanés et mal rasés. A distinguer soigneusement des mercenaires et des agents des services secrets, qui portent ray-bans et cravate."

- Tiers Monde : "Les deux-tiers de l'humanité. Au moins !"

- Gouvernance : "Commandement des hommes. Cet euphémisme exprime l'idée d'un gouvernement idéal, impersonnel et rationnel, du monde, sans les abus et l'autoritarisme habituels."

- Egalité des chances : "Principe républicain, garant de l'inégalité sociale. Elle est équitablement partagée entre ceux à qui il faudra beaucoup d'obstination pour tomber dans la misère et ceux à qui même la plus exigeante persévérance ne garantira pas la réussite."

 Renaud Savéan



Le rapport Campbell ou le décryptage du grand silence médical sur les causes des maladies modernes.

du Dr C. Campbell.
Éditions Ariane, 23 €.

Il est le résultat de 30 années de travail de T. Colin Campbell, chercheur à Cornell University sur la relation alimentation et santé. Il démontre à travers des expériences sur des rats dans un premier temps puis par des confirmations

statistiques faites en Chine sur l'analyse de la ration de 6.500 habitants des campagnes pendant plus de 10 ans que le régime végétarien contenant des céréales complètes, des légumes et des fruits est capable de protéger et même de faire disparaître les cancers. Alors que inversement "...les personnes qui mangeaient une alimentation riche en

protéines d'origine animale étaient aussi celles qui souffraient le plus de maladies chroniques" (cancers, obésité, cœur et diabète). Il montre que les enfants nourris uniquement avec des protéines végétales peuvent devenir aussi grands et forts que ceux ayant une ration à dominante animale, si leurs conditions de vie et la diversité de leur alimentation est bonne. Avec la différence que le jeune végétarien ne développera quasiment aucune des maladies modernes. 18 malades du cœur, atteints de maladies graves, ont accepté de suivre un régime végétarien. 17 ans après ils étaient tous vivants et en bonne santé. Le même genre de résultat fut obtenu dans la lutte contre l'obésité et le diabète. Ce livre est passionnant car il apporte la preuve, en creux, qu'il est tout à fait possible que les 9 milliards d'humains attendus en 2050 soient bien nourris et en bonne santé à la condition de rejeter le modèle d'alimentation occidentale, destructeur de la planète par l'élevage intensif et ses émissions de CO2 et de la santé de ceux qui le suivent. En contradiction avec Monsanto et l'ensemble de l'agro-business qui utilise la peur du manque pour nous convaincre de les suivre dans leurs chimères si nous voulons que le monde puisse manger demain.

 Nicolas Sersiron



Il faut faire quelque chose : j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémard

Mise en page : Yvette Krolkowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution